

La consolidation de la paix

Le processus est en marche p3

Gouvernement

« Le dialogue et les élections auront lieu » p5

Plan d'Investissement et d'Infrastructures

Au menu d'une réunion gouvernementale p5

Economie

Le Gabon n'inquiète pas la BEAC p6

PME

Leur trésorerie va moins souffrir p7

Economie gabonaise

Plus forte que par le passé p8



Gabon de demain p2

Rien ne se fera sans la paix

Programme du gouvernement p4

Approuvé par l'Assemblée
Nationale



Gabon de demain

Rien ne se fera sans la paix

Riche de par sa diversité ethnique, le Gabon a su puiser dans sa valeur de tolérance pour s'imposer comme un modèle de paix en Afrique et ailleurs dans le monde. La Paix, nous la cultivons depuis des décennies au Gabon. Elle prend forme dans le dialogue et le partage que nous pratiquons au quotidien dans nos familles, nos voisinages et nos quartiers.

« La paix est en chaque Gabonais qui représente un maillon de la chaîne de stabilité du pays. Chaque Gabonais est acteur de la paix et garant de la stabilité dans notre communauté nationale », a tenu à souligner le président

Ali Bongo Ondimba pour inciter ses compatriotes à préserver ce que nous avons de plus précieux.

« La paix nourrit son Homme en lui permettant de jouir de ses droits fondamentaux et de construire son avenir. Je veillerai à utiliser tous les moyens que confère la Constitution pour garantir la pérennité de la paix, la sécurité et la cohésion dans notre pays ».

En cette période particulière de la vie politique de la nation qui se prépare à la tenue d'un dialogue inclusif, il est en effet important de rappeler le rôle que joue le facteur paix dans la construction du pays.

De la concrétisation du programme de l'égalité des chances à la diversification de l'économie, en passant par la promotion de l'emploi ou encore la promotion de la jeunesse et l'autonomisation de la femme, les efforts seront vains sans une paix durable.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la frange la plus irresponsable de l'opposition menée par Jean Ping et Myboto cherche tous les moyens pour diviser le pays. Pour ces deux caciques de l'ancien régime, tout doit être fait pour casser la paix, briser les efforts de développement, tuer les espoirs nés du choix du président réélu d'ériger un pays plus juste.



La consolidation de la paix

Le processus est en marche



Le processus du dialogue national est désormais une réalité. Les consultations préliminaires sont déjà en cours, à différents niveaux. Et, parallèlement, les autorités affichent la ferme volonté de consolider la paix à travers tout le pays.

La grande majorité des formations politiques ont déjà pris position par rapport au dialogue proposé par le président réélu, Ali Bongo Ondimba. Certains partis de l'opposition ont eu beaucoup de mal à prendre la décision finale. Car des leaders de partis s'y opposaient tandis que des militants avaient souhaité participer au processus.

C'est en raison des divergences de point de vue que certains partis ont pris beaucoup de temps avant de se prononcer. Cependant, les préparatifs étaient déjà en cours. Plus rien ne

pourra arrêter la machine. D'où la nécessité de continuer à renforcer la paix au Gabon, dans le même temps.

L'objectif « zéro conflit armé » au Gabon, fixé par ABO, n'est pas un simple vœu pieux. Tout est mis en œuvre actuellement, à travers le processus de dialogue national, pour permettre aux Gabonais et à tous les ressortissants étrangers résidant au Gabon de vivre et de travailler sereinement dans le pays.

« La porte ne sera jamais fermée, tous les Gabonais, quelque soit leur point de vue politique, sont conviés au dialogue afin de faciliter la construction d'un Gabon nouveau et émergent », confie un cadre impliqué dans les préparatifs. La prise de position des uns et des autres ne pourra pas ainsi constituer un frein à la démarche.



Programme du gouvernement

Approuvé par l'Assemblée Nationale

4

Suite à la déclaration de Politique Générale du chef du Gouvernement Emmanuel Issoze Ngondet devant l'Assemblée Nationale, les députés ont accordé leur confiance à la majorité absolue au Premier ministre, en approuvant le programme d'action du gouvernement par 102 voix sur les 108 députés présents.

En obtenant la confiance de l'Assemblée Nationale, le gouvernement d'ouverture constitué par Emmanuel Issoze Ngondet est renforcé dans sa conviction et sa politique de réformes, pour mettre en œuvre les nombreux chantiers du gouvernement prévus sur le plan économique, politique et social.

Notons que le Premier ministre a, entre autres, tenu à préciser aux membres de l'AN que la décentralisation reste un objectif majeur de son cabinet. La loi a été votée, il faut maintenant lui donner tous les moyens réglementaires pour pouvoir être pleinement appliquée.

« Conscients de cet enjeu, nous prendrons des

initiatives hardies afin d'assurer la pleine application de la loi n° 001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation », a-t-il indiqué.

Un nouveau transfert de compétences sera ainsi organisé au profit des collectivités locales, qui sera accompagné des ressources correspondantes abondées dans un Fonds d'Investissement Provincial. Ce fonds sera le bras armé d'une politique visant à assurer un développement économique mieux réparti.

Il a en outre informé les Parlementaires qu'en accord avec le président de la République, son gouvernement adoptera très prochainement un Plan de Relance Economique. Ce plan reposera sur « des réformes audacieuses que nous devons opérer, à la fois sur le plan fiscal et budgétaire, afin d'optimiser la collecte et l'utilisation de nos ressources publiques ».

Il établira une nouvelle démarche gouvernementale d'investissement, davantage articulée autour de l'entreprise privée et basée sur la promotion des Partenariats Publics Privés (PPP).



Gouvernement « Le dialogue et les élections auront lieu »

Par la voix de son porte-parole, Alain Claude Bilié-By-Nzé, le gouvernement a souligné à l'occasion d'un point de presse que le dialogue inclusif initié par Ali Bongo Ondimba et les élections législatives se tiendront bien comme prévu.

Concernant l'organisation du dialogue dont la tenue dans les brefs délais est aussi souhaitée par la communauté internationale, la position du gouvernement est claire : les acteurs politiques disposés à participer à ces assises sont les bienvenus. Toutes les propositions seront prises en compte. Quant à ceux qui refusent le dialogue, c'est leur choix.

« L'appel au dialogue n'est pas une contrainte, et vient au dialogue celui qui veut, qui a des choses à proposer. Le dialogue a lieu lorsque les institutions peuvent mettre en œuvre les résolutions et les mécanismes issus de ces discussions », a déclaré Alain Claude Bilié-By-Nzé.

A propos des élections législatives, le ministre en charge de la communication a tenu à préciser qu'elles auront bien lieu et que les autorités ont la capacité « de gérer les deux, de dialoguer, de discuter, et chacun est libre de se présenter aux élections ».

Le porte-parole du gouvernement a également répondu à d'autres questions comme les interpellations qui ont eu lieu au journal hebdomadaire « Échos du Nord ». Ainsi, il a laissé entendre qu'aucune poursuite n'a été engagée contre ce média. Il a toutefois rappelé la nécessité pour les acteurs de presse de s'arrimer au nouveau Code de la communication avant le 2 janvier prochain date butoir.

Plan d'Investissement et d'Infrastructures

Au menu d'une réunion gouvernementale

Le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet a réuni ce samedi 5 novembre 2016 à son cabinet de travail, des membres de son gouvernement concernés par les questions d'investissement et d'infrastructures ainsi que l'équipe chargée de coordonner le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE).

La présentation a donc porté sur deux secteurs majeurs à savoir, le secteur de l'énergie et celui des infrastructures. Autour du chef du Gouvernement, il s'agissait donc d'examiner tous les projets en cours et à venir, leurs financements dans la période des 100 jours, leur exécution et leur mise en œuvre.

Le Premier ministre a relevé que le schéma national d'investissement doit tenir compte du contexte économique actuel marqué par la baisse tendancielle des ressources de l'Etat du fait de la crise pétrolière.

Aussi, l'équipe de coordination du PSGE et de l'ANGTI a donc rassuré le chef du gouvernement sur le choix des investissements structurants, la priorisation des projets, l'optimisation du nombre de projets, leur mise en cohérence et le respect du cadrage budgétaire.

Cette séance de travail a permis au Premier Ministre, Emmanuel Issoze Ngondet et à ses interlocuteurs de convenir d'une méthodologie idoine permettant la soutenabilité et la réalisation dans les temps des projets engagés par le gouvernement.

Rappelons que malgré une conjoncture économique difficile marquée par la baisse des recettes de l'Etat, les plus hautes autorités du pays et les responsables de l'application de la politique budgétaire ont choisi de maintenir le cap en matière d'investissements liés au développement des infrastructures prioritaires dans le cadre du programme de l'égalité des chances.



Economie

Le Gabon n'inquiète pas la BEAC

Dans le cadre macro-économique de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), le Comité monétaire financier national (CMF) a indiqué que le Gabon reste en phase avec les exigences de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac).

Rappelons qu'au début de ce mois, les membres du CMF, sous la présidence du gouverneur de la BEAC, ont procédé à une analyse de la situation des pays membres. Ils ont passé en revue l'environnement économique national et international.

Concernant les critères de convergence, il s'agit notamment : du ratio d'endettement par rapport au PIB, du solde du déficit budgétaire, du paiement des arriérés de la dette et de l'encadrement du taux d'inflation.

Ce qui a débouché sur le constat selon lequel le Gabon observera dans l'ensemble, une stabilité des activités sur le plan national malgré les contre-performances observées dans le secteur primaire, notamment au niveau de la production minière.

Au cours des travaux, le Comité monétaire financier national a également indiqué que la croissance économique sera projetée à 2,9% en 2016 contre une projection de 3,2% en 2015.

Quant aux crédits à l'économie, ils se sont contractés de 3,5%, tandis que la masse monétaire a connu un repli de 0,4% à 2159,1 milliards de Fcfa, induite par la diminution des avoirs extérieurs. Dans l'ensemble, la situation bancaire du Gabon demeure satisfaisante.

PME

Leur trésorerie va moins souffrir



Echelonné sur une période de cinq ans, le paiement de la dette dans son intégralité va connaître un début d'exécution avec le déblocage au bénéfice des entreprises d'une première tranche la semaine prochaine après un travail d'audit des services faits.

Rappelons que le gouvernement a officiellement déclaré il y a plusieurs jours qu'il va procéder à un allègement de la dette intérieure. Une optique confirmée par le Comité interministériel d'audit et de certification de la dette intérieure de l'Etat (Ciadi) le 9 novembre 2016 à Libreville.

La base de la démarche actuelle du gouvernement est le protocole d'accord signé, le 25 octobre dernier, entre la Confédération patro-

nale gabonaise (CFG) et le ministère de l'Economie. La dette intérieure de l'Etat ayant été estimée à 100 milliards de francs CFA, à la date du 31 décembre 2014.

Le Ciadi a pour sa part rappelé que les responsables sont passés par la phase vérification sur le terrain après le service fait pour voir si les travaux avaient été effectués ou pas. Une grande disparité entre les demandes réclamées à l'Etat et la réalité des services faits a ainsi été constatée.

La consolidation qui consistait à voir comment on pouvait passer au règlement constituait l'autre phase. Et selon les dernières informations, près 400 PME sont concernées par cette décision de l'Etat qui va donner un nouveau souffle à la trésorerie du secteur privé.

Economie gabonaise

Plus forte que par le passé



meure à un niveau qui classe le Gabon parmi les meilleurs souverains d'Afrique subsaharienne.

L'agence de notation a surtout considéré que la baisse prolongée du prix du pétrole sur le marché international depuis 2014 faisait peser un risque sur les équilibres macroéconomiques et budgétaires du Gabon.

Comme il l'a fait au cours des dernières années, le Gabon entend mener une politique budgétaire rigoureuse, qui prend pleinement en compte la réalité des cours pétroliers faibles et permet de maintenir les grands équilibres financiers du pays.

Le contexte est difficile, tout le monde en convient. Mais les analystes insistent également sur le fait que l'économie gabonaise soit aujourd'hui plus forte que par le passé et peut faire face au nouvel environnement mondial et aux difficultés locales.

Rappelons que beaucoup de commentaires ont surgi suite à la décision d'il y a quelques mois de l'agence de notation internationale Moody's d'abaisser la note souveraine du pays de BB- à B+. Pourtant, cette note de-

Une décision qui n'est en rien spécifique au Gabon qui a, logiquement, été concerné par la révision systématique des notations de l'ensemble des pays exportateurs de pétrole sur la base de leur estimation du cours du baril de Brent pour l'année 2016, à savoir 33\$.

Depuis 2014, la stratégie des autorités gabonaises a consisté à réagir tôt et efficacement au contexte international. Ce qui explique cette capacité de résilience de notre économie.

Pour la Banque Africaine de Développement, le Gabon devra poursuivre le renforcement et la transformation de son économie en utilisant une part encore plus importante des revenus tirés des ressources naturelles pour investir de manière significative et ciblée dans la construction d'infrastructures de qualité et le développement des compétences techniques et entrepreneuriales.